



Commission Economique pour l'Afrique
Centre Africain pour le Genre et le Développement

**ATELIER DE FORMATION DES RESPONSABLES NATIONAUX, SECTORIELS ET D'ONG AU
SUIVI ET EVALUATION DU PLAN D'ACTION AFRICAIN POUR ACCELERER LA MISE EN ŒUVRE
DE LA PLATE-FORME D'ACTION DE BEIJING
2000-2004**

Luanda, Angola, 10 AU 13 JUIN 2003

RAPPORT D'EXECUTION

Clémentine OUOBA
Conseillère en Formation et Recherche
Institut Panafricain pour le Développement
En Afrique de l'Ouest et du Sahel
Consultante
Juillet 2003

SOMMAIRE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ATELIER DE FORMATION.....

II. OBJECTIFS ET CONTENU DE L'ATELIER DE FORMATION

- 2.1. Objectifs généraux**
- 2.2. Objectifs spécifiques et résultats attendus**
- 2.3. Contenu de l'atelier de formation**

III. APPROCHE DIDACTIQUE ET DUREE DE LA FORMATION

- 3.1. Approche didactique**
- 3.2. Durée de l'atelier**

IV. DEROULEMENT ET RESULTATS OBTENUS.....

- 4.1 Phase préparatoire.....**
- 4.2 Phase d'exécution de l'atelier de formation et résultats obtenus**
- 4.3. Clôture de l'atelier**

V. EVALUATION DE L'ATELIER

- 5.1 Synthèse des appréciations quotidiennes.....**
- 5.2 Synthèse de l'évaluation finale**

VI CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

ANNEXES.....

Liste des annexes

1. Liste des participant-e-s
2. Agenda de l'atelier
3. Discours d'ouverture de Madame la Représentante du CACGED
4. Rapport de la journée du 10 juin 2002
5. Rapport de la journée du 11 juin 2002
6. Rapport de la journée du 12 juin 2002
7. Résultats des travaux de groupe 1,2,3
8. Exemples de plans d'action individuels, sectoriels et d'ONG
9. Fiche d'évaluation finale

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ATELIER DE FORMATION

Le présent atelier de formation sur le Suivi et l' Evaluation du Plan d'Action Africain à l'intention des responsables nationaux, sectoriels et d'ONG se situe dans le cadre du programme de renforcement des capacités que le Centre Africain pour le Genre et le Développement de la CEA a initié en vue d'accélérer la mise en œuvre des Plate-formes d'Action de Dakar et de Beijing.

Après la réunion de Comité Femmes et Développement (CFD) en novembre 2001 qui a approuvé le Programme de suivi et d'évaluation, le CAGED dans la poursuite de la mise en œuvre dudit programme qu'il a initié, a autorisé un atelier pour les formateurs de la zone francophone Afrique Centrale et de l'Ouest en avril 2002 à Douala. Ledit atelier est le point de départ du démarrage effectif des ateliers de suivi à partir du mois de mai 2002. A l'intervalle le CAGED a demandé à un certain nombre de pays africains de sélectionner des cadres dans des secteurs clés du développement pour être responsables de la mise en œuvre du programme au niveau de leurs départements respectifs.

L'atelier du 10 au 13 juin 2003, fait partie d'une série de huit (08) ateliers de formation qui se dérouleront successivement dans plusieurs pays pour former cent quarante sept (147) hauts cadres nationaux, vingt et un (21) représentants d'ONG de vingt et un (21) pays africains. Il est le sixième atelier réalisé, en zone lusophone après ceux en Afrique de l'Ouest, du Centre, de l'Est francophones : à Ouagadougou au Burkina Faso en juin 2002, à Douala au Cameroun en décembre 2002, à Moroni aux Comores en juin 2003.

Le groupe cible concerné

Il s'agit de responsables nationaux des sept (7) secteurs de développement qui participent au Programme : Ministères du Genre, de l'agriculture, du plan, des finances, du commerce et de l'industrie, de la santé et de la Coordination nationale des ONG.

L'atelier prévu à Luanda concerne une quinzaine de personnes venant des différents ministères et ONG de Angola. Deux (2) personnes composent l'équipe des facilitateurs : la Responsable du programme du suivi et évaluation du CAGED / CEA, et une formatrice de l'IPD/AOS (Institut Panafricain pour le Développement en Afrique de l'Ouest et du Sahel dont le siège est à Ouagadougou) consultante pour le CAGED.

Le profil des responsables nationaux identifiés selon les critères définis comporte entre autres : expérience en suivi et évaluation et responsable du volet au niveau sectoriel, bonne compréhension des concepts et approche genre et développement.

II. OBJECTIFS ET CONTENU DE L'ATELIER DE FORMATION

Les objectifs visés par cet atelier de formation, tout comme ceux des précédents ateliers sont les suivants :

2.1 Objectifs généraux

- Doter les participant-e-s de compétences dans le domaine de suivi et de l'évaluation de l'approche genre dans les politiques, stratégies et programmes nationaux
- Familiariser les participant-e-s avec l'instrument de suivi et d'évaluation proposée par le CAGED afin qu'ils/elles soient en mesure d'interpréter les résultats et d'en rendre compte.

2.2. Objectifs spécifiques et résultats attendus

Il s'agit ici de :

- Introduire/clarifier les concepts genre et approche genre et développement, analyse et planification selon le genre, politique nationale genre ;
- Familiariser les participant-e-s avec les outils et mécanismes opérationnels du programme de suivi et d'évaluation du Plan d'Action Africain ;
- Faire acquérir aux participant-e-s les capacités d'utilisation des méthodes et outils d'intégration des questions de genre du programme de suivi et d'évaluation.

Les résultats attendus

A l'issue de l'atelier les participant-e-s doivent

- Avoir une compréhension claire et commune des concepts liés au genre, approche genre, analyse et planification selon le genre, politique nationale d'intégration d'une perspective genre
- Avoir une bonne compréhension du Plan d'action africain (PAA), de l'outil Programme de suivi et d'évaluation au niveau national, du processus de suivi et d'évaluation (cadre, compétences et techniques)

En outre ils/elles doivent être capables

- D'analyser leurs besoins et les difficultés qu'ils doivent relever dans la mise en œuvre du Plan d'action africain (PAA);
- D'identifier et d'analyser les solutions et les ressources qui pourraient permettre de satisfaire ces besoins et de relever les défis posés;
- De se servir de l'instrument de suivi et d'évaluation proposé (techniques, méthodes et outils de collecte, présentation, analyse, interprétation, diffusion et utilisation de données) et de produire des rapports annuels nationaux convenables et de qualité satisfaisante.
- D'élaborer des projets de plans d'action de mise en oeuvre du Programme de Suivi et Evaluation au niveau national.

2.3 Contenu de l'atelier de formation

Le contenu dégagé pour l'atelier comporte trois modules et deux phases introductive et de synthèse générale :

Introduction générale

Consolidation du groupe:

Contexte et justification de l'atelier

Module 1 : Harmonisation de la compréhension des concepts liés aux

Genre, approche genre, analyse et planification selon le genre, intégration du genre, politique nationale genre

Module 2 : Présentation de l'outil et du processus de suivi et d'évaluation

Le Programme de suivi et d'évaluation de la mise en oeuvre du Plan d'Action africain :

Suivi, Evaluation, Indicateurs,
Les acteurs du processus de suivi et d'évaluation

Données et information dans le processus de suivi et d'évaluation : données et informations, analyse et présentation des données, données quantitatives et qualitatives, diffusion de l'information dans le cadre du suivi et d'évaluation

Module 3 : Elaboration des plans d'action de suivi et d'évaluation

- Exploitation de l'instrument de suivi et d'évaluation du Centre Africain pour le Genre et le Développement :
 - Tâches des responsables du suivi et de l'évaluation
 - Difficultés à surmonter dans la mise en œuvre du Programme de suivi et d'évaluation
 - Stratégies pour les activités de sensibilisation
- Elaboration des plans d'action

Synthèse générale et Evaluation de l'atelier

III. APPROCHE DIDACTIQUE ET DURÉE DE LA FORMATION

3.1 Approche didactique

Les formatrices dans leur co-animation, ont eu recours à la méthodologie d'apprentissage participative car la méthodologie de l'atelier se veut pratique et essentiellement basée sur les principes de l'action et l'expérience pratique des participant-e-s choisi-e-s sur la base de leur profil tel que décrit plus haut. Brainstorming, exposés débats, exploitation de documents, exercices d'application, se sont alternés. Les activités d'apprentissage se sont reposées sur des exemples tirés de l'instrument de suivi et d'évaluation. Dans la mesure du possible, à chaque étape du processus un récapitulatif/résumé a été fait en même temps que des propositions d'amélioration..

Des rapporteurs de jour et de synthèse générale ont été désignés pour faire le point à chacune des étapes du déroulement de l'atelier. Des appréciations journalières orales ont amélioré les insuffisances. En fin de journée l'équipe des formatrices a fait un débriefing et s'est accordée sur le programme du jour suivant. Une évaluation finale écrite a été réalisée à la fin de l'atelier.

Il faut également retenir que plusieurs notes techniques relatives aux thèmes abordés ont été communiquées aux participant-e-s pour renforcer la documentation de base qui leur sera transmise, comportant entre autres

- Prospectus du CAGED
- Plan d'Action africain
- Plate forme d'Action de Dakar
- Programme d'Action de Beijing
- Le rapport de synthèse des évaluations à mi-parcours des plans d'action/pays Sixième Conférence africaine 1999

- La série des documents du Programme de suivi et d'évaluation du Plan d'Action africain pour accélérer la mise en œuvre de la Plate Forme d'Action de Dakar et du Programme d'Action de Beijing, 2000-2004.

3.2 Durée de l'atelier

La durée de l'atelier est de trois (3) jours. L'agenda précise le contenu de l'atelier.

IV. Déroulement de l'atelier de formation et résultats obtenus

4.1 Phase préparatoire

En même temps que l'atelier de Moroni se déroulait, l'équipe de facilitation a pu dégager les éléments pédagogiques pour l'atelier de Luanda adaptés à la durée consacrée à l'atelier. A Luanda elle a pu finaliser l'agenda et examiner les aspects organisationnels avec le fort appui de Madame Maria Medina, Coordinatrice au Ministère de la Famille et Promotion de la Famille.

L'équipe a été introduite chez Mesdames Filomena Delgado et Candida Celeste Da Silva respectivement la Vice Ministre et Ministre de la Famille et Promotion de la Femme. Ces rencontres de courtoisie étaient l'occasion d'exposer le but de la mission et de passer en revue les grandes actions en faveur de la promotion de la femme aux niveaux international, régional et national, de s'attarder également sur le Centre Africain sur le Genre et Développement un des moteurs du processus. Des progrès ont été réalisés en Angola et des efforts se poursuivent dans un climat de paix maintenant. Il est souligné aussi qu'avec la mission du CAGED les responsables, une quinzaine en l'occurrence les points focaux dans les ministères et les ONG vont se former afin de suivre et évaluer le Plan d'Action Africain et la Plate forme d'Action de Beijing.

Compte tenu du problème de langue, l'organisatrice en chef a prévu deux traducteurs pour appuyer la facilitation et traduire les différentes productions de l'atelier.

4.2 Phase d'exécution et résultats obtenus

4.2.1 Introduction générale

La cérémonie d'ouverture de l'atelier a été présidée par son Excellence Madame la Vice Ministre en présence des membres de l'équipe de facilitation et les participantes au séminaire. Elle a souhaité la bienvenue à la mission CEA/CAGED dans un Angola en paix, souligné l'importance de l'atelier pour le Ministère, exprimé sa joie de voir la CEA/CAGED rejoindre les cadres sur place ce qui fait bénéficier beaucoup plus de personnes ; elle a souhaité que les travaux aboutissent effectivement au renforcement des capacités des cadres afin de leur permettre de remplir la mission qui leur est confiée, celle de suivre et évaluer le degré de prise en compte du genre dans projets et programmes des différents ministères clés tels que retenus par le CAGED.

Madame Hannah Tiagha Responsable du Programme de Suivi et d'Evaluation à la CEA/CAGED qui l'avait précédée a dans son allocution joint en **annexe 3** fait l'historique du Programme de Suivi et Evaluation, dégagé ses objectifs et les groupes ciblés, indiqué son organisation en 3 phases. Elle a conclu en attirant l'attention de tout un chacun sur le but final de ce Programme de suivi et évaluation qui vise à encourager les pays à établir leurs propres mécanismes de suivi et évaluation, afin d'évaluer les progrès qu'ils réalisent dans le domaine de l'égalité des sexes.

Les **présentations mutuelles** ont permis aux membres du groupe de se connaître mutuellement. En Angola une quinzaine de personnes de 11 secteurs sont concernées par la formation. La liste des séminaristes et de l'équipe de facilitation se trouve en

annexe 1.

Les attentes et craintes des participant-e-s collectées à travers un travail en groupe avec des cartons ZOPP/PPO et synthétisées en plénière sont les suivantes :

Attentes

1. Acquérir des connaissances sur la réalisation et l'organisation d'ateliers et sur les thèmes à débattre
2. Contribuer avec les idées sur le point de vue aussi bien comme femme et comme citoyenne
3. Opportunité d'échange d'expériences (entre groupe en soi et entre groupe et les formateurs)
4. Recevoir une plus grande contribution à l'enrichissement des activités relatives aux plates-formes de Dakar et Beijing
5. Recevoir une information suffisante par rapport à l'approche genre
6. Acquérir plus de connaissances pour mieux élaborer les rapports de suivi
7. Se préparer pour de nouveaux défis sur le genre
8. Acquérir de bonnes connaissances ; Savoir être et savoir faire
9. Etre une des futures formatrices
10. S'approprier les instruments/ méthodes et techniques de suivi et d'évaluation de la plate forme d'action Beijing
11. Formation des cadres en matière d'évaluation
12. Echanger des informations et des expériences.

Préoccupations

1. Contraintes de temps
2. Problème de santé
3. Temps suffisant
4. Difficultés de communication
5. Ne pas pouvoir participer à temps plein
6. Surcharge de travail (excès)
7. Prise de mesures pour surmonter la disparité dans le genre
8. Adoption des mécanismes / stratégies pour l'accélération des compromis assumés.

Cette séance a permis de présenter et de commenter le cadre logique de la formation, de préciser la méthodologie à utiliser puis de soumettre pour approbation l'**agenda** des trois jours **de séminaire (annexe2)**.

Afin de réussir au mieux la formation des rapporteurs journaliers et de synthèse ont été désignés ainsi qu'une responsable de groupe, gestionnaire du temps aussi. Les différents rapports quelque peu reformulés à cause du problème de traduction qui constituent entre autres les productions de l'atelier sont rassemblés dans les **annexes 4,5,6**.

Le contrat de travail adopté tourne autour des aspects :

1. Respecter les idées des autres
2. Discipline qui implique ponctualité, assiduité et déontologie
3. Echange d'idées (expériences et participation active)
4. Attention aux débats
5. Silence
6. Respecter les pauses.

En guise de situer le contexte et de justifier l'atelier de formation Hannah Tiagha a fait la **présentation de la CEA, du CAGED**, parlé des différentes conférences régionales et mondiales. Elle s'est apesantie sur le Programme de Suivi et d'Evaluation avec les différents secteurs choisis pour son application.

Les résultats obtenus selon le découpage et la chronologie des modules se présentent dans les pages qui suivent.

4.2.2. Module 1 Harmonisation de la compréhension des concepts clés liés au genre

La synthèse en plénière des échanges en travaux de groupe (les productions sont rassemblées en **annexe 7**) autour de la définition des concepts permet de retenir les compréhensions satisfaisantes du groupe déjà imprégné de la question car en majorité formée et formatrice. En guise de résumé :

Sexe : C'est une donnée biologique qui différencie de visu l'homme et la femme à travers certains caractéristiques qui leur sont propres. Il est inné.

Femme : C'est un être humain de sexe féminin et **Homme** un être humain de sexe masculin.

Genre ou Gender en anglais : C'est un concept qui permet de comprendre les relations Homme/Femme dans différentes sociétés et qui prend en compte d'autre paramètres tels que l'âge ; le groupe ethnique et professionnel... C'est un concept dynamique et qui varie selon les cultures.

Le genre n'est pas synonyme de sexe ni de femme ; il concerne les femmes ; les hommes ; les jeunes ; toutes les catégories sociales défavorisées.

Approche genre : C'est un outil de développement qui permet de mettre en exergue les disparités entre les hommes et les femmes, en vue d'élaborer des stratégies et des politiques basées sur l'équité et l'égalité. Ce n'est pas une activité, c'est une façon de penser et d'agir.

Les mots clés qui sous tendent le genre ont été expliqués :

- Egalité/Equité,
- Participation,
- Pouvoir,
- Accès et contrôle aux ressources et aux bénéfices,
- Besoins pratiques et intérêts stratégiques
- Développement durable,

En outre il est retenu que l'approche genre est différente de l'approche Intégration de la Femme dans le Développement (IFD) qu'elle a succédée dans les différentes approches de développement en faveur des femmes. L'IFD cible la femme et centre son action sur elle, la marginalisant.

L'Analyse Socio-Economique selon le Genre (ASEG) est conçue et utilisée par la FAO. .

L'historique de la promotion de la femme en relatant les différents jalons au niveau mondial (notamment la création de l'ONU et la commission pour les droits des femmes en 1948) permet de rappeler la chronologie des différentes étapes depuis la stratégie d'action de Naïrobi en 1975 jusqu'à la conférence de Beijing en 1995 dont le plan d'action a recentré l'attention sur les droits des femmes. Les acquis de Beijing analysés , il a été constaté un retard dans le processus à son début en raison des facteurs suivants :

- Engagement politique insuffisant dans de nombreux pays
- Ressources allouées insuffisantes
- Contexte mondial et économique défavorable.

Depuis Beijing la nécessité de l'intégration de la dimension genre dans tous les projets et programmes des pays est plus qu'une exigence.

L'analyse et la planification selon le genre se définit comme une Recherche qui vise à comprendre et à faire ressortir les inégalités existantes, comment elles s'expriment dans les relations personnelles que les hommes et les femmes établissent, ainsi que dans la société dans son ensemble et comment les relations entre les sexes sont institutionnalisées, en vue de planifier le changement pour une plus grande égalité dans le développement.

Les conditions de prise en compte du genre sont d'ordre individuel, institutionnel et recommandent une maîtrise du concept, une conviction de son bien fondé et un engagement soutenu car il s'agit d'un changement de mentalité qui prend du temps.

L'approche a ses outils qu'il faut utiliser pour avoir des résultats probants. Intégrer le genre c'est interroger la réalité sociologique autrement dit c'est faire une 'étude du milieu afin d'identifier les problèmes, les analyser pour trouver les causes, les conséquences, rechercher les solutions possibles et réalistes pour enrayer les causes et voir comment s'organiser les activités selon les meilleures stratégies identifiées ; suivre et évaluer tout ce qui sera engagé. Tout cela doit se faire de manière participative avec les cibles concernés.

Les principaux **outils d'analyse du genre** qui permettent de faire le constat des disparités et inégalités selon les réalités du milieu, ont été ressortis : le profil d'activités, la division sexuelle du travail, les activités communautaires, le profil accès et contrôle des ressources et des bénéfices, les facteur d'influence (cadre de Harvard). C'est à partir de l'analyse (causes et conséquences) de ce déséquilibre qu'il faut chercher les solutions possibles pour le relever. Tout ce travail doit être fait de manière participative en tenant compte des intérêts de toutes les catégories sociales surtout celles les plus défavorisées. Tous les acteurs doivent être au début et la fin du processus : conception, élaboration, exécution, suivi et évaluation des projets et programmes.

Partant de ce qui précède Il est important de retenir que l'intégration du genre dans une institution consiste en une attention portée à l'égalité entre les sexes intégrée dans l'analyse, la planification, la performance, le suivi et l'évaluation, le personnel et donc la modification de la teneur et de l'orientation de ces pratiques aux niveaux organisationnel (projets et programmes) et institutionnel.

Quand au **genre dans le changement organisationnel** , elle est une approche qui reconnaît que les organisations représentent certains des principaux constructeurs des relations de genre et que, pour changer ces relations au sein de la société, il est nécessaire que les organisations changent : ce qu'elles sont, ce qu'elles font, ce qu'elles disent, comment elles agissent. Prise de décision : aux niveaux individuel, ménage, du groupe, du village, société est un aspect clé dans la transformation des relations de genre.

La politique nationale genre est un cadre de référence qui définit les grandes orientations du gouvernement visant à intégrer l'approche genre dans les politiques, programmes et projets de développement. A ce titre, c'est un indicateur important de l'attachement du Gouvernement à l'égalité entre homme et femme. Elle doit être conçue de manière à ce que des mesures concrètes soient prises au niveau national pour réaliser les objectifs fixés. La PNG doit compléter le plan de développement national. La remarque est que dans la sous région il n'est pas encore clairement défini de politique nationale genre sauf le cas de la Tunisie. Alors , les gouvernements des pays doivent s'y appliquer pour la concevoir et veiller à sa concrétisation.

4.2.3 Module 2 : Présentation de l'outil et du processus de suivi et d' évaluation

Cette partie revet une importance capitale pour la suite de l'atelier, il a été retenu, après des explications sur la nécessité pour les responsables de suivi et d'évaluation de s'approprier l'outil, un travail de groupe autour des termes de références suivantes :

1. Présenter de façon résumée l'instrument de suivi et d'évaluation au niveau national.
2. Faire quelques critiques/observations.

En **annexe 7** sont reportés les productions des deux groupes.

La présentation et les discussions en plénière ont permis à tout un chacun d'avoir une compréhension claire du Programme de Suivi et d'Evaluation. Le résultat du travail (question 1) du Groupe Banane en est une illustration car il présente un bon résumé.

1. **L'instrument de suivi et d'évaluation** au niveau national peut se résumer en un "guide instructif" qui dote les secteurs impliqués dans la mise en œuvre du Programme d'Action Africain et des Plates-formes de Dakar et Beijing, d'éléments nécessaires pour un suivi correct par conséquent une correcte évaluation qui le mène à des bons résultats :

- Il fournit la recette aux états membres, responsables des gouvernements et leurs partenaires d'adopter une politique nationale du genre, cohérente et juste en y intégrant la perspective de genre dans tous leurs programmes, projets et plans menant à l'élimination des inégalités de genre.
- Il constitue ainsi un facilitateur parfait d'auto-formation pour tous ceux qui ont recours à lui pour programme, suivre et évaluer leur plan, non seulement relatif au P.A.A. et les plates-formes respectives, mais de tout autre au cours de leurs activités.

1^{ère} section : Présente une introduction où sont abordés, de façon générale, les aspects qui ont été dissertés dans les points suivants ; nous fournit les instruments, les concepts et le mode d'emploi.

2^{ème} section : nous fournit les indicateurs pour le suivi et évaluation de la mise en œuvre du P.A.A.

3^{ème} section : Nous montre les mécanismes de suivi et confie des fiches qui permettent de suivre les progrès atteints ainsi que les directives pour l'élaboration des rapports nationaux.

4^{ème} section : a trait aux directives d'évaluation et contient des questionnaires et directives pour l'élaboration des rapports nationaux d'évaluation.

5^{ème} section : contient le calendrier proposé pour le programme de suivi et d'évaluation.

En ce qui concerne la 2^{ème} question il n'y a pas eu de critiques seulement des recommandations eu égard à l'importance de maîtriser le programme qui constitue un outil de travail précieux pour tout acteur de développement tenant compte de la dimension genre. Aussi le groupe a retenu ceci :

- Pour l'importance du document et sa multi-utilité, il devra être recommandé que le secteur de coordination (Ministère de la Famille et Promotion de la Femme) de la stratégie se charge de le traduire pour permettre une plus-value, non seulement pour le technicien ici à l'atelier, mais pour toute l'institution.
- Que les participants s'engagent à transmettre ces connaissances aux autres collègues et responsables des institutions pour que nous obtenions les résultats quantitativement et qualitativement positifs qui contribueront au développement durable et harmonieux de notre pays.
- Que les Etats - membres augmentent la disponibilité des ressources financières pour la mise en œuvre réussie des stratégies nationales.

A titre de précisions en relation avec les niveaux de suivi et d'évaluation des références pour guider les séminaristes ont été données par la facilitatrice.

Les fiches de suivi et d'analyse à utiliser par la coordination nationale figurent dans les pages 20, 21, 26, 32, 34, 36, 37. Il faut se référer en page 43 pour les directives de la présentation du rapport national d'évaluation. Il en existe aussi pour l'élaboration des rapports nationaux de suivi. Celles pour le niveau sectoriel et les ONG se trouvent en pages 22 et 24. D'autres renvois relatifs à la politique nationale genre et à la politique genre au niveau sectoriel ainsi qu'aux fonctions des responsables ont été faits. C'était une séance très pratique car c'est avec le document en main.

En tenant compte de tout ce qui précède, il s'est avéré utile d'avoir les appréhensions des participant-e-s, aussi se sont-ils remis en travaux de groupe autour des questions suivantes :

1. Quelles difficultés pensez-vous rencontrer dans la mise en œuvre du Programme de suivi et d'évaluation ?
2. Quelles solutions pensez-vous adopter ?

Synthèses des réponses

Difficultés probables

- Traduction tardive des documents en portugais langue officielle de travail pour la plupart des cadres
- Contraintes dans la collecte de données et la constitution d'équipes de travail :
 - . Engagement des impliqués (titulaires à plusieurs niveaux)
 - . Des données statistiques qui existent, il y a peu de capacité de traitement et d'analyse
 - . Ressources financières
 - . Communication déficiente entre les niveaux sectoriels d'une part et entre le niveau central et le niveau décentralisé (local, provincial) et aussi au niveau des provinces entre elles.
 - . Résistances liées aux facteurs socioculturels, analphabétisme
 - . Coordination de travail entre organisme coordinateur (MINFAMN) et les pouvoirs sociaux (points focaux, ONG)
 - . Coordination et concertation entre organismes du gouvernement qui traitent des questions de genre..

Solutions possibles

1. Extension des mécanismes de coordination / "capacitation" à plusieurs niveaux.

- Lobbies auprès du 1er Ministre, des parlementaires et des donateurs pour la disponibilité des valeurs monétaires prévues dans le budget de la stratégie nationale.
- Former les ministères stratégiques pour produire des statistiques de genre
- Plaidoyer auprès des parlementaires et des titulaires pour une meilleure sensibilité et d'engagement en faveur du programme.

2. Amélioration des mécanismes de collecte de données

- Renforcer la plaidoirie auprès des organismes compétents du gouvernement
- Spots publicitaires en plusieurs langues nationales
- Conférences, séminaires pour la formation des formateurs.

Le volet suivi, évaluation, information, données quantitatives et qualitatives, indicateur, intégration d'une perspective genre dans une organisation a été contracté pour un commentaire se référant aux passages y relatifs du document du Programme de suivi et d'évaluation de la mise en oeuvre du Plan d'Action africain . Un retour est fait sur les quatre axes du Programme à savoir, la politique nationale genre, les mécanismes de coordination, les mécanismes de réédition, le renforcement des capacités.

4.2.4 Module 3 : Elaboration des plans d'action de suivi et d'évaluation

Après la constitution de trois groupes pour élaborer les projets de plans d'action individuels, le processus d'élaboration et de communication de l'information et des différents rapports a été présenté et bien expliqué par la Responsable du programme de suivi et évaluation du CAGED Hannah Tiagha afin de donner la vision d'ensemble du mécanisme au niveau africain devant conduire à Beijing+10.

1èrement : les points focaux ont la responsabilité de soumettre leurs rapports à l'organe coordinateur en octobre 2003 pour permettre l'élaboration du rapport national en décembre 2003.

2èmement : la réunion au niveau national en janvier/février 2004 aura à valider le rapport national élaboré par la coordination.

3èmement : le rapport national d'Angola doit être transmis à la CEA régionale à Lusaka et à la CEA/CAGED à ADDIS Abéba en mars 2004, va permettre qu'il soit analysé avec les autres rapports nationaux de suivi et évaluation de Beijing+10 à la Réunion sous-régionale qui se déroulera en avril - juin 2004.

4èmement : le CAGED organisera la Réunion régionale en novembre 2004 ou alors en janvier / février 2005.

5èmement : les rapports périodiques de suivi sont à élaborer tous les six mois.

6èmement : en cas de non-respect de ces présupposés, l'évaluation de l'impact pourra avoir lieu en 2008.

L'objectif final est que chaque pays ait déjà son programme de suivi et évaluation intégré en conformité avec la réalité concrète.

En d'autres termes la vision pour les années à venir est le suivant :

Calendrier

1. 1^{er} Rapport de Suivi/Evaluation de novembre : Décembre 2003
2. Restitution nationale, en Janv / Fév. 2004 un comité national multisectoriel est à créer pour examiner le rapport et le valider
3. Envoi à la CEA sous régionale – KIGALI et à Addis Abeba début- Mars 2004
4. Réunion sous régionale - Avril / juin 2004 pour dégager les priorités pour les 10 prochaines années
5. Rapport sous régional envoyé à la CEA - Juillet 2004
6. Conférence régionale en Novembre 2004 ou Janvier / Février 2005
7. Evaluation d'impact – 2008

Entre les étapes 2 et 3 un plaidoyer est à faire au niveau politique.

Le suivi continue car les rapports sont à produire tous les 6 mois pour voir l'intégration du genre dans les différents ministères. D'autres précisions importantes sont les suivantes

Niveau national

Les responsables du suivi et évaluation aux niveau national, des secteurs ministériels (Promotion de la Femme, Plan, Finances, Santé, Agriculture, Commerce et industrie) et ONG, doivent élaborer au moins un rapport sectoriel en novembre 2003. Ceux-ci transmis à la personne responsable nationale permettront l'élaboration d'un rapport national en décembre 2003. Ce rapport national doit faire l'objet d'un atelier national auquel seront conviés l'ensemble des Ministres, ONG, Bailleurs de fonds car il faut sensibiliser les techniciens mais aussi les politiques. Le rapport national de synthèse doivent parvenir au Bureau sous régional de la CEA pour l'Afrique Orientale en décembre 2003 comme indiqué plus haut.

Niveau sous régional

Le bilan sous régional de Beijing +10 se fera en 2004 entre Mars et Juin. Il y aura un débat politique sur le thème : genre, croissance économique et pauvreté avant juin 2004. Les rapports nationaux de Beijing+10 pays dans les 12 domaines prioritaires vont en même temps que les 7 secteurs prévus au PAA 1999 servir entre autres de documents de base. Le lieu de la rencontre bilan sous régional de Beijing+10 (10 ans après Dakar) n'est pas encore connu.

Il faut se rappeler que les Bureau régionaux CEA pour l'Afrique sont :

- Bureau Sous Régional en Afrique centrale, siège à Yaoundé
- Bureau Sous Régional en Afrique de l'ouest, siège à Niamey
- Bureau Sous Régional en Afrique de l'est, siège à Kigali
- Bureau Sous Régional en Afrique australe, siège à Lusaka
- Bureau Sous Régional en Afrique du nord, siège à Tanger.

Niveau régional/Afrique

En novembre 2004 devrait se tenir la 7^{ème} conférence régionale africaine pour Beijing+10.

Une fiche récapitulative des **rôles et responsabilités des acteurs chargé-e-s de suivi et évaluation à tous les niveaux** a été distribuée aux séminaristes en guise d'aide mémoire. Elle contient les informations suivantes :

Fonctions des responsables chargés de la coordination du programme de suivi-évaluation doivent viser les objectifs suivants :

- Mesurer jusqu'à quel point la réduction des inégalités (approche genre) est prise en compte dans les politiques, plans et programmes des six (6) départements ministériels et les ONG en fonction d'un certain nombre d'indicateurs.
- Mesurer jusqu'à quel point les mécanismes de coordination, de reddition et de renforcement des capacités ont été mis en place et sont fonctionnels.

Les responsables chargés de la Coordination au niveau national doivent :

- Suivre et évaluer la mise en place des mécanismes institutionnels chargés de faciliter la mise en œuvre du Cadre de la politique nationale genre :
 - le mécanisme de coordination
 - le mécanisme de reddition
- Suivre et évaluer la formulation et le renforcement des capacités en matière d'intégration de l'approche genre à l'intention du personnel du Ministère de la Promotion de la Femme.
- Recevoir les rapports de suivi élaborés par les responsables sectoriels et de(s) ONG(s).
- Faire la synthèse des rapports sectoriels et de(s) ONG(s) .
- Organiser la restitution et validation du rapport national de synthèse janvier/février 2004.
- Envoyer le rapport national de synthèse au Bureau sous régional de la CEA pour l'Afrique Orientale et au CAGED en mars 2004.

Les fiches de collecte des données des pages 20, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 38 de l'outil de suivi et évaluation sont leurs guides.

Les responsables sectoriels et des ONG doivent viser comme objectif :

- Mesurer jusqu'à quel point la réduction des inégalités (approche genre) est prise en compte dans les politiques, plans et programmes des six (6) départements ministériels et les ONG en fonction d'un certain nombre d'indicateurs.

Les fonctions du Responsable Sectoriel du Suivi-Evaluation (RSSE) sont :

- Suivre et évaluer l'intégration de l'approche genre dans les politiques, plans et programmes du Ministère.
- Suivre et évaluer la formulation et le renforcement des capacités en matière d'intégration de l'approche genre à l'intention du personnel du Ministère.
- Rédiger les rapports sectoriels (novembre 2003 et...)

- Organiser la restitution du rapport au sein du Ministère
- Envoyer les rapports de synthèse au Responsable National du Suivi-Evaluation.

Les fiches de collecte des données des pages 22 et 36, 38 de l'outil de suivi et évaluation sont leurs guides.

Les fonctions du Responsable du Suivi-Evaluation au niveau de(s) ONG(s)

- Suivre et évaluer l'intégration de la perspective genre dans les objectifs et programmes de(s) ONG(s).
- Suivre et évaluer la formulation et le renforcement des capacités en matière d'intégration de l'approche genre à l'intention du personnel de(s) ONG(s) (adapter la fiche qui figure à la page 36)
- Rédiger les rapports (novembre 2003 et ...)
- Organiser la restitution du premier rapport
- Envoyer les rapports au Responsable National du Suivi-Evaluation.

Les fiches de collecte des données des pages 22 et 36, 38 de l'outil de suivi et évaluation sont également leurs guides.

Après cette phase préalable de mise au net des attributions des acteurs du système de suivi et d'évaluation, les trois (3) groupes formés ont élaboré leurs **projets de plans d'action individuels** sur la base d'un canevas proposé. Les groupes non à jours doivent finaliser leurs plans en prenant en compte les commentaires et améliorations proposés et les communiquer au CAGED. Les projets remis figurent en **annexe 8** tels qu'écrit en portugais. Il est à souligner à la faveur de la Coordination nationale plan correcte, l'existence d'un Comité multisectoriel au niveau du Ministère de la Promotion de la Femme; le souhait est qu'il soit à un plus haut niveau pour mieux impulser la politique nationale genre. Le PNUD Luanda est prêt à appuyer les activités. Le contenu du plan d'action au niveau de la Coordination Nationale proposé est le suivant :

Politique nationale genre

- communication des informations sur l'atelier aux autorités, sectoriels, aux provinces,
- Instructions précises pour élaborer les rapports,
- Collecte des données des secteurs public, privé, des ONG,
- Réunion avec les intervenants pour analyser et approuver le rapport national
- Suivi sectoriels des plans d'action
- Rencontre de plaidoyer avec le gouvernement, la société civile pour faciliter les activités dans leur secteurs.

Le début des activités est à partir de Juillet compte tenu du calendrier.

Mécanisme de coordination :

Il existe un Conseil de coordination genre multidisciplinaire à rendre fonctionnel. Il est également nécessaire de renforcer les capacités des points focaux genre.

Renforcement des capacités pour faciliter la mise en œuvre de la politique nationale de promotion de la femme dans tous les aspect des activités de l'Etat :

- assurer les ressources financières, matérielle et humaines avec l'appui des donateurs

- garantir la dissémination de l'information à travers les médias , le théâtre
- réaliser des actions de formation, des séminaires, conférence,
- renforcer l'Unité genre au Ministère de la Famille, la Promotion de la Femme.

La responsabilité revient au Ministère de la Famille et Promotion de la Femme. Les risques sont la non allocation des ressources financières à temps opportun. Il faudrait prévoir des réserves, rédiger un plan d'intervention.

4.3. Clôture de l'atelier

4.3.1 La cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a été présidée par Madame la Vice Ministre. Après la lecture du communiqué final des participant-e-s comme ci-dessus, La mission du CAGED dans son mot de clôture exprimé sa satisfaction pour les résultats obtenus, remercié la Ministre et

Vice Ministre de la Famille et Promotion de la Femme pour l'attention particulière dont elle a été l'objet, fait une mention spéciale à Madame Médina qui s'est admirablement investie pour l'organisation et la réussite de l'atelier. A tous les séminaristes, remerciements leur a été adressés pour l'ambiance conviviale qui a régné tout au long de l'atelier car la barrière de langues a été brisée. Madame Philomène a redit l'importance de l'atelier et le souhait de le voir renouvelé ; elle a émis l'espoir de voir les changements de comportement souhaités par l'approche genre aux niveaux macro, méso, mais surtout au niveau individuel et familial, la famille est à la base du changement liés à la culture. " Nous y arriverons " a-t-elle conclu.

4.3.2 Communiqué final des participant-e-s

Dans l'application des stratégies sur le genre dans le cadre de la plate-forme d'action de Dakar/Beijing et du Plan d'Action Africain de 2002/2004, a eu lieu du 10 au 19 juin 2003 dans la salle de sessions du Ministère de la Famille et Promotion de la Femme, l'atelier de formation des responsables nationaux, sectoriels et des organisations non gouvernementales au nombre de quinze (15) participants, orienté par Mesdames Clémentine Ouoba et Hannah Tiagha, facilitatrices de la CEA pour le Genre et le Développement.

La séquence d'ouverture a été présidée par son Excellence, Madame Filomena Delgado, Vice-Ministre de la Famille et Promotion de la Femme qui s'est, dans son discours, centrée sur des aspects importants en sollicitant les participants à tirer profit des connaissances qui leur seraient administrées dans un processus bilatéral.

Les participants ont approuvé le calendrier de travail contenant les objectifs généraux et spécifiques, les normes et les méthodes de travail qui conduiront les travaux d'une manière positive.

Les travaux ont débuté par certains concepts sur certains termes contenus dans le document principal ainsi que le programme d'évaluation de Plan d'Action Africain pour accélérer la Plate-forme d'Action de Dakar et du Programme de Beijing 2000/2004.

Les participants ont pris connaissance des structures qui s'occupent des questions sur le genre et développement au niveau du continent, à savoir :

- Commission Economique pour l'Afrique (CEA)
- Centre Africain pour la Femme et Développement (CAGED)
- Comité de la Femme et Développement ainsi que les relations existant entre eux.

Pédagogiquement, les travaux ont connu les méthodes employées dans le processus d'enseignement et d'apprentissage des adultes, compte tenu de la transmission, la participation réciproque, les travaux en groupe et la présentation en plénière.

Après une réflexion sur le processus, les participants ont recommandé les organes concernés pour la matérialisation des délais établis pour l'évaluation du travail ainsi que dans l'application des politiques sur le genre et développement, compte tenu de l'égalité de genre dans la société.

Faire le plaidoyer pour mobiliser les ressources humaines et financières, la collecte des données en les transmettant aux organes de tutelle.

Etant donné l'importance de l'atelier et sa multi-utilité, le séminaire recommande au secteur coordinateur (MINFAMU) de la stratégie de se charger de traduire et envoyer à tous les organes concernés par la plus-value sur le processus.

Les participants s'engagent à transmettre les connaissances acquises aux responsables pour l'obtention des résultats de manière quantitative et qualitative qui contribueront au développement harmonieux de la société.

Que les Etats membres augmentent la disponibilité des ressources financières pour la concrétisation des objectifs, compte tenu de la nécessité de mettre en pratique les 30 % à tous les niveaux des institutions nationales.

V Evaluation de l'atelier de formation

5.1 Synthèse des appréciation journalières

A la fin, les participants ont individuellement présenté leurs points de vue sur la forme comme se sont déroulés les travaux du jour que, après triage, ceci a été retenu :

Points de vue positifs

Contenu de la matière a été excellent, Quoique certains points de l'horaire ne soient pas respectés, tout est bien (3) Il y a eu apprentissage de manière administrée.

Bonne traduction (3) Bonne transmission des deux formatrices

Participation active de bon niveau-bonne ambiance de travail- et une bonne présentation des thèmes par les facilitateurs , excellente conduite (4), explication claire, compréhensible et de facile accès, la méthodologie adéquate, excellente méthodologie (3), organisation des débats (14 pour l'ensemble).

Bonne communication : excellente organisation, participation et assimilation optimum (6)

Succès de l'atelier.

Points négatifs

RAS (5)

08 ont dit que la traduction a été rapide et parfois confuse (3)

01 a dit qu'il ne connaissait pas la plate-forme de Beijing

Réception tardive des documents.

Non-respect de l'horaire

Mobilité (5) des participantes.

Opinions pour l'amélioration

RAS (4)

Suivi et évaluation nécessaire, indispensable (03)

Nécessité de traduire les documents en langue portugaise pour une meilleure compréhension de la matière (5),

L'attention a été attirée sur le respect de l'horaire pour éviter la surcharge, amélioration de la traduction (4).

Les conditions de travail devaient être améliorées.

Traduction doit y avoir plus de participation et plus d'engagement des participants,

Nécessité de distribution de matériel pour permettre un meilleur encadrement des participants aux thèmes

Laisser un espace de temps entre la traduction et l'exposé parce qu'il s'agit d'une langue étrangère.

5.2 Synthèse de l'évaluation finale

La Synthèse des réponses au questionnaire d'évaluation de l'atelier est ci-dessous présentée. Dix personnes (10) ont évalué .

SECTION A

Notation :

4= excellent; 3=très bon; 2=passable; 1 peu satisfaisant

Variable		4	3	2	1
1. Le contenu de l'atelier	1nr	6	3		
2. L'ordre de présentation des thèmes	1 nr	5	3	1	
3. Efficacité des facilitateurs		7	3		
4. Organisation de l'atelier	1 nr	3	2	3	1
5. Objectifs de l'atelier	1 nr	5	3	1	

6. Connaissance du thème par le facilitateur	1nr	7	2		
7. Explications données par le facilitateur	1nr	6	3		
8. Questions posées par le facilitateur		5	5		
9. Communications au niveau des participants		1	5	4	
10. Utilisation d'exemples et d'illustrations		8	2		
11. Encouragement à la participation		3	3	3	1
12. Réfutation des idées des participants par les facilitateurs			1	3	
6 nr					
13. Réponses fournies par les facilitateurs aux questions des participants		3	5	2	
14. Qualité des brochures		1	5	4	
15. Efforts faits par les facilitateurs pour que les participants assimilent les connaissances		4	5	1	
16. Contributions des exercices		2	5	3	
17. Importance des exercices de stimulation	1 nr	2	3	4	
18. Évaluation globale de l'atelier	2nr	3	7		

Nr = non réponse

NB Pour certains 2= bon

SECTION B

D'une manière générale, l'appréciation est bonne. Tout a été utile, seulement le problème de temps été soulevé : 3 jours sont insuffisants. Toutefois, les plans d'action seront mis en œuvre avec une demande forte d'appui technique financier et humain ainsi qu'un renforcement des capacités en planification selon le genre entre autres.

VI. Conclusion générale et recommandations

De manière générale, les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés sont satisfaisants malgré le problème de langue que la traduction a fort heureusement minimisée. En témoignent les synthèses des appréciations journalières et de l'évaluation finale. Les différentes productions des travaux de groupes et des plénières dont les projets de plans d'action individuels, sont les fruits d'une bonne dynamique de groupe qui a existé tout au long du séminaire. Malgré des problèmes de retard d'acheminement de bagages entraînant la non réception du matériel de travail dont certains documents de base que les organisateurs ont été obligé de reproduire, l'équipe a pu travailler.

Les travaux de l'atelier ont permis un renforcement de connaissances par une meilleure maîtrise des concepts, une appropriation des mécanismes et des outils du suivi et de l'évaluation du Plan d'Action Africain et de la Plate-forme de Beijing.

Les rapports journaliers élaborés et présentés par les participant-e-s et amendés par l'ensemble du groupe constituent le consensus des contenus des thèmes abordés. Le communiqué final des participant-e-s a fait la synthèse des travaux et dégagé des recommandations. Une des conditions préalables à la réalisation des activités est la traduction des documents de base en portugais. Afin de favoriser la concrétisation de la mise en œuvre des plans individuels des chargés de suivi et

d'évaluation il est nécessaire que la Directrice du CAGED comme préconisé, adresse une correspondance pour renforcer l'officialisation de leur statut. En outre il revient à chaque chargé-e de suivi et d'évaluation aux niveau national, sectoriel et des ONG engagé-e (détermination des participant-e-s), avec le soutien des responsables, à partir de la clarification de leurs rôles et responsabilités, de la bonne maîtrise des documents du Programme de Suivi et d'Evaluation qui doivent être encore adaptés à leur contexte et secteur respectifs, de finaliser dès le retour leurs plans d'action individuels et les mettre en œuvre. Une des exigences est de travailler ensemble et non en solitaire. Les propositions de ce que les séminaristes préconisent de faire après l'atelier dans la partie évaluation générale dénote de leur engagement à poursuivre le travail si des mesures d'accompagnement adéquats sont mis à leur disposition. L'espoir est que la prochaine visite terrain du CAGED pour le suivi de ce travail trouve effectivement des premiers résultats concrets.

Pour faciliter l'exercice des fonctions des acteurs du processus de suivi et d'évaluation, le CAGED enverra aux premiers responsables des structures des personnes concernées une lettre pour soutenir la reconnaissance et la titularisation des responsables de suivi et d'évaluation, la mise à leur disposition de moyens nécessaires à leur travail. La suggestion aux structures de désigner une deuxième personne pour assurer la continuité de l'action. En outre les niveaux interpellés par les recommandations des séminaristes devront mettre tout en œuvre pour soutenir et suivre les actions lancées. Le CAGED accordera un regard particulier pour le renforcement des capacités des cadres pays en genre et développement.

ANNEXES

Annexe 1: LISTE DE PRESENCES

NOM	MINISTERE/ ONG	FONCTION	ADRESSE	TELEPHONE	FAX	E-MAIL
1. Philomena Delgado	MINFAMU	Vice-Président		091 505041	311728	Phildelgado@netangola.com
2. Maria Medina	"	D. N.		091 505038		
3. Solange Machado	Rede Mullier			091 508075	350772	Solze@netangola.com
4. Emilia Fernandes	Rede Mullier	S. G.	Avenida Hofi Ya Henda	449513	449513	Rede.muller@netangola.com
5. Seratine M. Emilia	OMA	Membro C. N.	Rua Comondante Gika 199	320977	Idem	
6. Ana Paule F. Santos	MINPLAN	Tecnica	Largo Palacio	333834	-	
7. Genoveva Lino	MINFAMU	D. N.	Rua 4 fev	091 505039	310057	
8. Ma Isabel M. Gaspar	"	D. N.	Largo 4° Fev	091 518246		
9. Soledade Dones	"	D. N.	"	091 244563	092 335389	
10. Elisa Gaspar	"	M. Pediatra	M. L. Paint Mansla	091 506557 091 329208	338052	Lizetnegaspar@hotmail.com
11. Forindo Raul Dedao	Saude	Chefe Dto	Rua Escola	092 342651		
12. Maria Karaje	MINFUD	Sec. Execudia		330372 / 232079		Dgmk@ebonet.net
13. Maria Eugenia Falcoa	MINCIT	Tecnica	Avenid 4 fevevier	092 333727	339883	
14. Pedro Domingos Da Costa	MINFIN	Chefe de divison	Rua Ngola Mbandi	322611/322683	322753 092 602459	
15. Maria Madalena	MINADER	Chefe Dep.		092 505981	323651	
16. Judite Sebast.	MED			92 32 77		
17. Laura Nené	MED	Form. Genre		092429857		

Liste des interprètes :

BESSA Gratien Free Lancer Rocha-Pinto
Av. 21 Janeiro n°313 Tel 092 31 12 64
Email Besgratien@hotmail.com

SEBASTIAO MIGUEL SOARES Tel : 092 400 962 I
Email : Soares69@hotmail.com

ANTONIO NDAMBALA Secrétariat Rocha – Pinto
Av. 21 Janeiro n°400
Email : SOLOLA12@Yahoo.fr

Membres de l'équipe de facilitation :

Hannah Thiagha
Administrateur Principal Chargé des Affaires Sociales
Centre Africain pour le genre et développement
Commission Economique pour l'Afrique
Addis Abeba, Ethiopie
Tel : 251-1-445235
Fax : 251-1-512785
Email : htiagha@uneca.org

Clémentine OUOBA
Conseiller en Formation et Recherche
IPD-AOS 01 BP 1756 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél (226) 36 48 07 36 47 62
Fax (226) 36 47 30
Email : ipd_aos@cenatrin.bf
Personnel : ouoba.c@liptinfor.bf

Annexe 2

Atelier de Formation des Responsables Nationaux Sectoriels et d'ONG au
Suivi et Evaluation du Plan d'Action Africain pour accélérer la mise en oeuvre
de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing
2000-2004. Luanda, Angola : 10 au 13 Juin 2003

Agenda de travail

Jour 1

Matinée : 8h30-12h

Réunion technique et administrative avec le Ministère des Affaires Sociales : aspects pratiques; liste des participants; agenda de l'atelier; cérémonies d'ouverture et de clôture; certificats et tout autre aspect organisationnel

12h30 – 13h30 : Déjeuner

Après midi : Début de l'Atelier de formation

14h30 14h45 : Cérémonie d'ouverture

14h45-15h00 : Pause

Introduction générale

15h00-15h20 : Présentation des participant-e-s

15h20-16h00 : Organisation pratique de l'Atelier; Recueil des Attentes

des participant-e-s (*travaux de groupe, synthèse
en plénière*)

16h00-16h15 : Pause

16h15-16h30 : Présentation du cadre logique de l'atelier et adoption de

l'agenda de travail (*exposé, discussion*)

16h30-17h15 : Présentation de la CEA, du CAGED et du Programme de

Suivi et d'Evaluation pour la mise en oeuvre du Plan

d'Action Africain (*exposé, discussion*)

17h15-17h30 : *Leçons tirées de la journée en termes d'appréciation*

individuelle

Jour 2

8h00 – 8h30 : Cercle de qualité

8h30-9h30 : Présentation de la CEA, du CAGED et du Programme de

Suivi et d'Evaluation pour la mise en oeuvre du Plan

d'Action Africain, Historique des approches de la promotion
de la Femme (*exposé, discussion*)

Module 1: Harmonisation de la compréhension des concepts liés au genre

9h30-10h30 : Genre; sexe; femme

Approche genre et développement - Différence entre
Intégration de la Femme dans le Développement *et GED*
(*brainstorming, travaux de groupe, synthèse en plénière;*
exposé discussion)

10h30-11h00 *Pause café*

11h00-13h00 : Intégration du genre dans les activités de
développement : Analyse et planification selon le
genre y compris les outils d'analyse (*brainstorming,*
travaux de groupe, synthèse en plénière)

13h00 – 14h00 *Pause déjeuner*

14h00 – 16h00 : Intégration du genre dans les activités de développement
suite : politique nationale genre; profil genre d'un
ministère et d'une organisation (*brainstorming; exposé-*
débat)

Jour 2 (suite)

16h00-16h15 *Pause-café*

**Module 2 : Connaissance de l'outil et du processus de suivi et
d'évaluation**

16h15-17h15 : Appropriation de l'outil de suivi et évaluation de la
mise en oeuvre du PAA (*travaux de groupe*)

17h15- 17h30 : *Leçons tirées de la journée en termes d'appréciation
individuelle*

Jour 3

8h00-8h15 : Cercle de qualité

Module 2 (suite)

8h30-10h30 : Appropriation de l'outil de suivi et évaluation de la mise en
oeuvre du PAA (*travaux de groupe; restitution en plénière
des résumés et appréciation de l'outil*)

10h30 - 11h00 : *Pause café*

11h-12h00 : Appropriation de l'outil de suivi et évaluation : fiches de suivi et d'évaluation;
indicateurs; données et informations; dissémination et utilisation de
l'information (*brainstorming; travaux de groupe synthèse en plénière*)

12h00-13h00 : Suite du point ci-dessus indiqué

13h00-14h00 : *Pause-déjeuner*

Module 3 : Elaboration des Plans d'Action de suivi et d'évaluation

14h00-16h00 : Exploitation de l'outil de suivi et d'évaluation : politique
nationale genre (PNG); Taches et responsabilités des
responsables du suivi et de d'évaluation aux niveaux
national; sectoriel et ONG (exposé-discussion); difficultés dans la
mise en oeuvre du Programme de suivi et d'évaluation et

propositions de solution en termes de stratégies pour les

surmonter (*travaux de groupe, présentation en plénière*)

16h00-16h15 : *Pause café*

16h15-18h : Elaboration des plans d'action individuels : orientation,

élaboration (*travaux de groupe*)

17h- 17h30 : *Leçons tirées de la journée en termes d'appréciation*

individuelle

18h Rencontre pédagogique équipe facilitateurs

Jour 4

8h00-8h15 *Cercle de qualité*

Module 3: Elaboration des Plans d'Action de suivi et d'évaluation

8h15 – 10h30 : Elaboration des plans d'action (*travaux de groupe*,
présentation et discussion en plénière

10h30-11h00 *Pause-café*

11h00-12h00 : Plans d'action : présentation et discussion en plénière

Synthèse et évaluation générales de l'atelier de formation

12h00-13h00

13h00-14h00 *Pause déjeuner*

**14h30 : CEREMONIE DE CLOTURE DE L'ATELIER DE
FORMATION**

Annexe 3

Allocution présentée à la cérémonie d'ouverture de l'Atelier de formation sur le Programme de suivi et évaluation des Plates-formes d'action de Dakar et Beijing

Luanda, Angola 10 Juin, 2003

Excellence, Madame Philomene Delgado, Vice Ministre de la Famille et de la Promotion de la Femme

Madame la Directrice National pour les droits de la Femmes, Maria Mpava Medina,

Chers participants ;

C'est pour moi un grand honneur et privilège de prendre la parole devant vous et vous présenter les meilleurs vœux du Secrétaire exécutif de la CEA et de Mme Joséphine Ouédraogo Directrice du Centre africain pour le genre et le développement à l'occasion de l'ouverture de l'Atelier de formation sur le Programme de suivi et évaluation des Plates-formes d'action de Dakar et Beijing.

L'atelier qui était initialement prévu pour le mois de septembre 2002, puis pour le mois de décembre 2002, se tient enfin en ce mois de juin 2003. Les raisons de ce report sont nombreuses et échappent à notre contrôle. Je ne voudrais pas vous donner tous les détails en vue de ne pas abuser de votre temps. Par contre je souhaite remercier vivement son Excellence, Madame Philomene Delgado et Mme Maria Mpava Medina et leur aimable personnel pour tous les efforts qu'ils ont fournis pour que cet atelier soit organisé à Luanda.

Je voudrais aussi remercier la population de la République d'Angola pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé dès notre arrivée dans cette belle ville Luanda, et l'hospitalité dont nous avons été gratifiée. La beauté de votre ville est égale à la chaleur du peuple d'Angola, et au nom de ma collègue et moi même, je voudrais sincèrement, vous remercier tous.

Excellence,

Vous avez aujourd'hui devant vous 15 participants provenant de plus de 11 secteurs de la République d'Angola .

Les participants sont des hommes et des femmes qui assument de hautes responsabilités dans leur secteur respectif , et je voudrais les remercier d'avoir bien voulu consacrer 4 jours à cet atelier de formation, malgré leur programme de travail très chargé.

Je suis sûre, chers participants, que vous y accorderez toute votre attention sachant que le succès de la mise en œuvre du Programme de suivi et évaluation dépendra en grande partie de la maîtrise des idées et stratégies qui seront discutées ici. Il dépendra aussi de votre pouvoir de convaincre les décideurs de vos secteurs, sur l'importance d'honorer les engagements faits par vos pays d'accélérer l'élimination des discriminations entre hommes et femmes en vue d'un développement durable. La question devient d'autant plus urgente, que nous sommes à la veille des évaluations régionales et internationales des progrès faits dans ce domaine, 10 ans après les Plates-formes d'action de Dakar et Beijing.

Chers participants

En 1994 la République d'Angola a adopté comme tous les pays africains la Plate-forme d'action africaine de Dakar, qui a identifié les 11 domaines prioritaires à la marche vers l'égalité entre les genres.

Une année plus tard en Chine, la République d'Angola a rallié l'ordre international, en adoptant la Plate-forme d'action de Beijing. Ce document a sélectionné 12 domaines critiques, et les interventions stratégiques nécessaires pour la réalisation de l'égalité entre hommes et femmes.

Parmi ces 12 domaines, l'Afrique a sensibilisé le monde autour de l'attention spéciale à accorder à la petite fille, à cause de sa vulnérabilité et de la tendance à la marginaliser des opportunités de développement en raison de son genre.

Lorsque l'Afrique s'est arrêtée en 1994, en vue d'évaluer ses performances dans la mise en oeuvre des deux plates formes d'action 5 années après leur adoption, il était clair que peu de progrès étaient enregistrés en vue de corriger les disparités entre hommes et femmes.

Bien que certaines améliorations ont été notées sur certains points, telles que la prise de conscience pour promouvoir la condition des femmes, et le besoin de scolariser les filles aussi bien que les garçons, très peu de progrès ont été effectués malgré les attentes. Les déficiences étaient plus visibles dans certains secteurs que d'autres. Nous pouvons citer par exemple, la présence des femmes au niveau de la prise de décision gouvernementale et au niveau du secteur privé et dans la politique etc. La pauvreté qui les affecte, s'est aggravée au cours de ces années, et elles n'ont toujours pas accès au crédit, à la terre, aux fertilisants et autres moyens de production. .

Lorsque les pays se sont posés la question de savoir pourquoi très peu de progrès ont été enregistrés, alors que beaucoup d'efforts ont été fournis en vue de réduire ces disparités entre hommes et femmes, les participants à la 6ème Conférence régionale africaine sur les femmes organisée par la Commission économique pour l'Afrique à Addis Abéba en novembre 1999, ont convenu que les pays n'ont pas élaboré de politiques nationales cohérentes et compréhensives qui guideraient l'action de l'intégration du genre dans tous les secteurs.

Au vu de ce constat : la Conférence décida qu'il était impératif d'élaborer des politiques nationales genre en vue d'accélérer la mise en oeuvre des Plates-formes d'action de Dakar et Beijing et combler les disparités entre hommes et femmes. Les politiques devraient aussi être accompagnées des mécanismes institutionnels : tels que des mécanismes de coordination et de reddition : qui faciliteraient leur mise en oeuvre et le développement d'actions et de stratégies.

C'est dans ce cadre que le Programme de suivi et évaluation a été développé. Il a pour but d'appuyer les Etats membres dans la mise en oeuvre des recommandations faites en 1999, lors de l'évaluation à mi-parcours des progrès effectués dans la réduction des disparités entre les hommes et les femmes. Les recommandations figurent dans un document intitulé le Plan d'action africain pour accélérer la mise en oeuvre des Plates-formes d'action de Beijing et Dakar.

Ce Plan d'action a été entériné par l'Union africaine en juillet 2000.

Excellence ;

Les objectifs du Programme de suivi et évaluation sont les suivants:

- Renforcer l'engagement des gouvernements dans la mise en oeuvre des Plates-formes d'action de Dakar et Beijing
- Renforcer les capacités des Etats membres en vue d'intégrer les objectifs des Plates-formes d'action dans les politiques et programmes nationaux de développement

- Renforcer les capacités des gouvernements en vue de leur permettre d'apprécier, d'évaluer et rendre compte aux niveaux sous régional et, régional des progrès réalisés en matière d'intégration de la dimension genre dans les politiques, plans et programmes de développement qui à leur tour devraient avoir un impact sur le statut des femmes africaines.

Qui sont les participants du Programme de Suivi et Evaluation?

En raison de contraintes financières, 21 pays ont été sélectionnés. Ce sont les pays qui étaient membres du Comité femmes et développement durant le mandat de 2000. Ce Comité qui est un organe subsidiaire de la CEA, avise et conseille la CEA sur les questions de genre et de promotion des femmes. La République des Comores figurait parmi les membres de ce Comité.

Dans chaque pays, 7 secteurs participent au Programme. Il s'agit des Ministères du plan, des finances, de l'agriculture, de la santé, du commerce et de l'industrie, du genre et de la coordination nationale des ONGs. S'agissant du pays hôte, nous avons des représentants d'autres secteurs, tels que l'éducation, les droits humains, la communication les médias, la jeunesse etc.

Aux niveaux sous régional, les communautés économiques régionales y participent et au niveau régional, l'Union africaine et la Banque africaine de développement en font aussi partie.

Comment le Programme est organisé?

Première phase

Cette phase comprend l'élaboration des outils de Suivi et Evaluation et le Renforcement des capacités des Etats membres et organisations intergouvernementales en vue de les utiliser. L'atelier des Comores s'inscrit dans cette phase.

Phase Deux

Il s'agit de suivre et évaluer les progrès effectués dans la formulation et la mise en oeuvre des cadres de politique nationale genre. Des rapports périodiques seront soumis à la CEA dans le cadre de l'évaluation des progrès réalisés années après Beijing. Les Conférences d'évaluation auront lieu en 1994. Les premières seront organisées au niveau sous régional, à partir d'avril jusqu'en juin 2004. Comme vous le savez la CEA opère au niveau des 5 sous régions africaines, c'est à dire l'Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est. Au niveau continental, la Conférence aura lieu en novembre 2004 ou début 2005. Chaque pays participant est appelé à produire son rapport de suivi et évaluation dans les 7 secteurs impliqués.

Phase trois

L'évaluation de l'impact des politiques genre dans la réduction des disparités entre hommes et femmes sera effectuée dans les pays participants en 2005. L'Outil d'évaluation de l'impact est en cours d'achèvement et les informations relatives à cette dernière phase seront diffusées après l'évaluation initiale sur les progrès enregistrés dans la mise en oeuvre des politiques genre au niveau national.

Madame le Vice Ministre,

Je voudrais ici attirer l'attention de cette assise sur le rôle crucial que les ministères en charge de la condition de la femme sont appelés à jouer. Ils ont la tâche de coordonner les actions qui visent à intégrer le genre dans tous les secteurs : et constituent à ce titre les éléments clés de la réussite du Programme de Suivi et Evaluation. Ils doivent à cet effet s'assurer que le programme a été mis en

oeuvre dans chaque secteur, coordonner la soumission de leurs rapports périodiques, les synthétiser dans un rapport national : et l'envoyer à la CEA au Centre africain pour le genre et le développement et au Bureau sous régional de la CEA qui est basé à Lusaka.

En conclusion, je voudrais attirer votre attention sur le but final de ce Programme de suivi et évaluation- Il vise à encourager les pays à établir leurs propres mécanismes de suivi et évaluation, afin d'évaluer les progrès qu'ils réalisent dans le domaine de l'égalité des sexes. Le suivi et l'évaluation doivent continuer jusqu'à la disparition des discriminations entre les sexes, et ce en vue de prendre les mesures correctives et accélérer l'égalité entre les genres.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Annexe 4

ATELIER DE FORMATION DE RESPONSABLES NATIONAUX DES SECTEURS ET DES ONG POUR LE SUIVI ET L'EVALUATION DU PLAN D'ACTION AFRICAIN VISANT LA MATERIALISATION DE LA PLATE-FORME DE DAKAR ET DU PLAN D'ACTION DE BEIJING 2000 - 2007

RAPPORT DES TRAVAUX DU 10 JUIN 2003

L'atelier de formation de Responsables Nationaux, Sectoriels et des Organisations Non Gouvernementales a débuté dans la salle des sessions du Ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme à Luanda, le 10 juin 2003.

La séance d'ouverture a eu lieu à 15 h 00, ayant été présidé par Son Excellence, Madame Philomène Delgado, Vice-Ministre de la Famille et Promotion de la Femme, qui a dit un discours de bienvenue aux facilitatrices et d'encouragement aux participants pour qu'ils assimilent les matières qui seront traitées.

Madame Hannah Tiagha qui a précédé l'intervention de Son Excellence, Madame la Vice-Ministre, a détaillé les aspects relatifs à la nécessité de doter les cadres de connaissances pour que l'exercice d'évaluation de l'évolution de la plate-forme d'action de Dakar et Beijing et du Plan d'Action Africain 2003 - 2004 au niveau régional et continental contribue significativement dans l'évaluation mondiale.

Après l'observation d'une pause de 10 minutes, les participants ont repris les travaux ayant observé ce qui suit :

1. La présentation des participants
2. Définition des normes de travail de l'atelier
3. Election des gestionnaires de l'atelier au cours de laquelle Madame Medina a été élue comme chef du Groupe et Monsieur Raul comme son adjoint.
4. Choix de rapporteur du jour : Monsieur Costa et Madame Madalina ont été désignés.

L'exercice suivant était de recueillir les attentes que l'Atelier suscite aux participants ainsi que leurs préoccupations.

Ce dernier exercice a permis à la facilitatrice de saisir une approche générique sur les objectifs généraux et spécifiques, aussi bien que les résultats attendus.

Relativement aux normes, avec la participation de tous, celles-ci ont été définies :

7. Respecter les idées des autres
8. Discipline qui implique ponctualité, assiduité et déontologie
9. Echange d'idées (expériences et participation active)
10. Attention aux débats
11. Silence
12. Respecter les pauses.

Quant aux attentes :

1. Acquisition des connaissances sur
 - a. Plates-formes de Dakar et Beijing
 - b. Genre
 - c. Suivi et évaluation
 - d. Utilisation des méthodes (fiches de données, etc.)
2. Connaissances
3. Acquisition de connaissances

Relativement aux préoccupations :

1. Temps
2. Communication
3. Santé
4. Peu d'engagement dans les programmes sociaux, économiques
5. Peu d'hommes à l'atelier

A la fin, les participants ont individuellement présenté leurs points de vue sur la forme comme se sont déroulés les travaux du jour que, après triage, ceci a été retenu :

1. Points de vue positifs

- 07 participants ont dit que la présentation a été claire
- 07 Participants ont dit que la méthodologie est adéquate
- 02 participants ont dit que l'ambiance de travail a été appropriée
- 02 participants ont qu'il y a eu bonne organisation.

2. Points négatifs

- 07 ont dit que la traduction a été excessivement rapide et déficiente
- 01 a dit qu'il ne connaissait pas la plate-forme de Beijing
- 01 a déclaré avoir reçu tardivement les documents.

3. Opinions pour l'amélioration

- 02 : nécessité de traduire les documents en langue portugaise
- 01 : les programmes du jour doivent être fournis à l'avance (la veille)
- 01 a présenté l'opinion selon laquelle l'horaire de travail doit être respectée
- 01 a dit que les conditions de travail doivent être améliorées.

Annexe 5

ATELIER DE FORMATION DE RESPONSABLES NATIONAUX DES SECTEURS ET DES ONG POUR LE SUIVI ET L'EVALUATION DU PLAN D'ACTION AFRICAIN VISANT LA MATERIALIZATION DE LA PLATE-FORME DE DAKAR ET DU PLAN D'ACTION DE BEIJING 2000 - 2007

RAPPORT DES TRAVAUX DU 11 JUIN 2003

La session a démarré aux environs de 9 H 00 et a compté avec la présence de 15 participants dans la matinée et 16 dans l'après-midi.

La lecture du rapport des activités réalisées le premier jour avec l'inclusion de l'historique de l'évènement (normes de travail ou le code de conduite, coordination de l'atelier, attentes et préoccupations des participants face à l'évènement) a été faite.

Ensuite, Mme Clémentine OUOBA a pris la parole. Nous avons fait récapitulé des aspects soulevés dans l'évaluation par les participants et des explications sur certaines documentations ont été données. Cependant, il n'y a pas eu de grandes difficultés parce que les facilitatrices ont amené des disquettes avec certains fichiers qui ont permis d'avancer avec les travaux.

La coordinatrice de l'atelier a communiqué la constitution du secrétariat de rédaction et la facilitatrice, Mme Clémentine OUOBA a fait la présentation des points-clés du programme basé sur la présentation de la structure de la CEA et le programme de suivi et évaluation du P.A.A., qui sera fait par la facilitatrice Mme Hanna Tiagha. En prenant la parole cette dernière a sollicité la compréhension des participants sur les éventuelles failles en s'exprimant en Français par force de circonstances, car elle est d'origine anglophone.

Dans ses prestations de service, la CEA :

Fournit de l'assistance technique à travers le plaidoyer qu'elle effectue auprès des pays membres, basé sur l'analyse, la recherche, les politiques et les grandes conclusions, visant le passage et la dissémination des résultats avec les partenaires internationaux pour comprendre la complexité et la spécificité des problèmes africains et canalisé aussi leurs appuis en fonction des nécessités concrètes et réelles ;

Convoque des décideurs pour partager les résultats et certaines résolutions pour l'aboutissement du consensus au niveau régional.

Dissémine des informations pour la collecte d'expériences positives et les fait partager avec les autres ;

S'occupe du renforcement du rôles des Nations Unies en Afrique dans le but de faire le suivi de la mise en œuvre et la mise en pratique des conclusions et des recommandations mondiales sous les auspices de l'ONU, avec pour référence, le traitement de la plate-forme d'action de Beijing.

La CEA a une structure de sept (7) divisions techniques qui travaillent par des secteurs sociaux et économiques, dont le CAGED fait partie depuis 1975 déclarée Année Internationale de la Femme, et au cours de laquelle s'est réalisée la Première Conférence de la Femme à Mexico.

Dans un bref historique sur le CAGED, les participants ont pris connaissance de son appellation initiale CARFF (Centre de Recherche et Formation de la Femme) pour devenir Centre Africain de la Femme en 1994 afin de réfléchir sur l'évolution des recherches et sur tous les problèmes relatifs à la femme. L'approche du passé focalisait tout le travail avec et pour les femmes. Après la Conférence de Beijing en 1995, il était consensuel que l'intégration de la perspective du genre dans l'approche et l'analyse des questions des femmes reste la meilleure stratégie. De cette manière, le Centre a pris la dénomination de CAGED qui est entrée en vigueur à partir de 2001. Le CAGED a comme but de guider toutes les activités en matière de promotion de la femme que la CEA réalise.

Le Comité Africain pour la Femme et Développement est composé du Comité des Etats Membres de l'Afrique dans lequel sont représentés :

- 21 pays africains, chacun avec un mandat de deux (2) ans (L'Angola a été membre jusqu'en 2002) ;
- 10 ONGs) Nationales et sous régionales
- 05 personnalités singulières.

Pour sa part, le CFD a la capacité de rendre compte, orienter le travail et l'évaluation de programme de suivi en discussion dans l'ordre du jour. A travers ce comité, le CAGED rend compte à la CEA.

Dans chaque pays, le comité travaille en étroite collaboration avec les Institutions Economiques Régionales comme la SADC, MESA, ECOWAS, VA et BAD, qui, en qualité de membres des Nations Unies n'ont pas d'obligation de paiement de cotisation.

Le Programme de Suivi et Evaluation a comme contexte, la Conférence de Beijing au cours de laquelle a été adoptée la Plate forme d'Action, qui souligne 12 secteurs critiques. Avant la Conférence de Beijing, l'Afrique a tenu la Conférence de Dakar en 1994 dans laquelle des contributions valables africaines ont été apportées comme inputs à la Conférence de Beijing où est mis en exergue, l'aspect de la femme-fille entre les 11 ans d'âge, pour attirer l'attention du monde sur la discrimination, la marginalisation et l'abus sexuel dont elle est l'objet.

Cinq ans après Beijing, une réunion a été organisée à Addis Abéba où 47 pays ont rédigé leurs rapports d'évaluation en analysant la conjoncture des rapports ; il y a eu alors des recommandations pour accélérer la mise en œuvre de la Plante forme de Beijing.

Chaque pays a formulé le Plan d'Action de Beijing, mais peu sont ceux qui sont parvenus à inclure la politique nationale de genre. Dans la formulation d'une politique plus complète qui englobe la perspective genre il a été recommandé la création de mécanismes institutionnels qui facilitent sa mise en œuvre ainsi que le renforcement des capacités et la création d'un programme de suivi.

En ce qui concerne

- Différence sexe - genre
- Approche genre et développement,

les explications postérieures ont renforcé les concepts de sexe (caractéristique biologique) et genre (construction sociale) appris et assimilés à travers la socialisation et sujet au changement.

Les participant-e-s ont eu l'occasion d'exprimer leurs point de vue sur les hommes et les femmes et sur les aspects relatifs au :

- changement des mentalités
- égalité (droits constitutionnels)
- équité (capacité : opportunité et justice sociale)
- accès et contrôle de ressources et de bénéfices
- participation
- pouvoir avec les autres, pouvoir sur soi
- besoins spécifiques.

Pour mieux faire comprendre la question d'équité exemple a été pris sur le cas du traitement des animaux de la basse cour où on adopte des mécanismes et la création de conditions spécifiques à chaque espèce pour l'alimentation, l'accommodement et autres.

L'après-midi a été consacrée à la projection de transparents sur la récapitulation de la matière, renforçant ainsi les aspects en rapport avec les institutions qui perpétuent la socialisation différentielle avec la démonstration de l'arbre du genre, le partage des responsabilités et l'accès aux nécessités spécifiques, le cadre logique ; différence entre politique d'intégration de la femme dans le développement (IFD) et l'approche genre et développement (GED). La première aborde la femme comme étant le problème et l'autre traite les questions des relations entre les hommes et les femmes avec comme objectif un développement équitable, durable et participatif.

L'approche de genre est partie des réflexions de la Conférence du Caire sur la Population et le Développement - CIPD en 1994 et avant au cours de la décennie de 80 où on a incorporé la santé reproductive dans les problèmes de population et développement. La FAO utilise l'Analyse Socio Economique selon le Genre (ASEG), comme approche genre, l'esprit étant le même.

A tout effet, l'intégration de genre nous amène à nous questionner sur :

- La réalité à transformer
- Les besoins divers en identifiant ceux qui sont prioritaires
- Ce qui doit être fait
- Avec des moyens (financiers, matériels et humains)
- Avoir une vision de ce qui doit être fait à l'avenir au niveau de la prise de décision.

Sur les instruments d'analyse de genre, on a abordé :

- Rôles de genre identifiés selon le cadre de Havard
- Division sociale du travail
- Accès et contrôle de ressources et bénéfices
- Opportunités et capacités
- Facteurs d'influence (politique, sociale, culture, technologie, environnement et développement)
- Niveau de participation de chaque groupe (présentation de profil)
- Changement ou transformation
- Besoins pratiques et intérêts stratégiques

Parmi les outils d'analyse genre ou instruments, référence a été faite à la Matrice d'Analyse de Genre (MAG ou TAG) et de la possibilité de permettre de faire les changements souhaités dans des délais souhaités, à travers des projets réalistes et réalisables. D'autres outils de relations hommes femmes doivent être pris en compte : les relations d'estime, de domination, d'amitié, la reconnaissance de la valeur de chacun sans besoin de minimiser l'autre ainsi que le besoin de conscientisation au niveau de la base pour l'éducation des hommes et des femmes.

Après l'intervalle, les travaux ont repris par la lecture du document d'anecdote sur la relation entre l'ordinateur et le genre.

Les travaux se sont poursuivis en renforçant l'intégration du genre dans les projets et les programmes du développement. Il faut considérer l'équipe de travail (composition d'hommes et des femmes) ; le bénéficiaires que tous vont avoir ; identifier l'objet social du programme, Exemple : construire une école dans la communauté, coopérative ; la participation du groupe-cible, état sur la contribution ; durée (temps consacré à la conclusion du projet), consensus à partir de la concertation.

Les étapes d'un projet passent par :

- conception
- exécution
- suivi
- évaluation

ayant comme éléments des indicateurs (SMART-G), des problèmes identifiés, des stratégies et activités, un aspect durabilité, un groupe cible concepteur, acteur, évaluateur d'impact et réviseur du projet en cas de besoin. Tout ceci dans une démarche participative tenant compte de la dimension genre.

Les travaux se sont terminés avec la recommandation d'effectuer le résumé du document et la présentation des critiques de forme résumée.

EVALUATION DES TRAVAUX

Points positifs

- Bonne traduction (01)
- Participation active et une bonne présentation de la part des présentateurs (01)
- Excellente conduite, explication claire, compréhensible et de facile accès (03)
- La méthodologie et organisation des débats (01)
- Bonne présentation des thèmes (01)
- Nul (01)
- Tout est bien (01)
- Positive (organisation, participation,)
- Suivi et évaluation nécessaire, indispensable, bonne méthode, bon niveau de participation (02)

Il y a eu apprentissage de manière administrée.

Insuffisances

- Remise de travail / grandes brochures au début des travaux (1)
- Non-respect de l'horaire (2)
- Manque de lunch (2)
- Matière incitative (1)
- Exagération de la durée du temps pour l'exposition de la matière (1)
- Lenteur dans le traduction et parfois confuse (2)
- RAS (4)
- Pas de participation dans le respect de la règle n° 4 (1)
- Traduction (1)
- Déjeuner froid (1).

Améliorations

- RAS (2)

- Traduction pour une meilleure compréhension de la matière (1),
- doit y avoir plus de participation et plus d'engagement des participants (1)
- Plus de thé d'orange et plus de sachets de thé (1)
- Nécessité de distribution de matériel pour permettre un meilleur encadrement des participants aux thèmes (1)
- Respect de l'horaire pour éviter la surcharge de la matinée
- Laisser un espace de temps entre la traduction et l'exposé parce qu'il s'agit d'une langue étrangère
- Une bonne voie mais qu'on laisse le gros du travail à la fin (1)
- Améliorer encore la traduction.

Fait à Luanda, le 11 juin 2003

Les rapporteurs :

- **Paul Fernando**
- **Maria Karadje**

Annexe 6

ATELIER DE FORMATION DE RESPONSABLES NATIONAUX DES SECTEURS ET DES ONG POUR LE SUIVI ET L'EVALUATION DU PLAN D'ACTION AFRICAIN VISANT LA MATERIALIZATION DE LA PLATE-FORME DE DAKAR ET DU PLAN D'ACTION DE BEIJING 2000 - 2007

RAPPORT DES TRAVAUX DU 12 JUIN 2003

La séance a commencé aux environs de 9 H 30 ; étaient présents, onze (11) participants, aussi bien le matin que l'après-midi.

La lecture du rapport des activités réalisées au 2^{ème} jour des travaux a été faite et approuvée à l'unanimité.

Ensuite, la coordination de l'atelier a reconduit la même équipe de rédaction pour l'élaboration des rapports journaliers.

Les travaux ont débuté avec la projection de transparent sur les conférences internationales réalisées et qui ont eu la finalité de préparer la marche vers Beijing.

Obéissant à l'Agenda du jour en annexe, les travaux ont été conduits à la suite de la recommandation de la veille, basée sur l'analyse du document sur les directives du programme de suivi et d'évaluation du PAA pour accélérer la plate-forme d'Action de Dakar et du Programme d'Action de Beijing 2000 - 2004.

Les deux groupes formés la veille se sont penchés sur le thème dont les résultats ont été débattus en plénière ; ceci a permis aux participants de pénétrer les mécanismes et les procédures à considérer dans l'exercice de ses responsabilités face au programme de suivi et évaluation.

Cependant, les observations faites par le groupe Banane, exprimées sur le tableau ont été considérées assez pertinentes et importantes.

Dans le cadre des conjonctures politiques et des stratégies à tracer, on a eu la nécessité d'existence d'une déclaration politique et plans sectoriels visant l'intégration du genre à tous les niveaux parce qu'il s'agit d'une approche socioculturelle et de problème en rapport avec le développement.

Etant donné l'importance du document, les participants ont été unanimes à contribuer avec la suggestion de recommander sa traduction de la part du secteur Coordinateur de la stratégie nationale (MIN PAMV) parce qu'il constitue un document de consultation et de travail, ainsi que sa dissémination dans les secteurs respectifs entre collègues et responsables des institutions pour obtenir les résultats positifs de forme quantitative et qualitative, comme contribution au développement durable et harmonieux de notre pays.

Pour cela, il a été aussi abordé la nécessité des Etats membres d'augmenter la disponibilité des ressources financières pour assurer le succès de la mise en œuvre des stratégies nationales.

Après la pause déjeuner, la facilitatrice a encore renforcé la même matière en faisant certaines constitutions sur les aspects relatifs avec les actions de plusieurs acteurs (secteurs - ONG) dans la mise en œuvre des mécanismes, en identifiant dans le document, tous les passages correspondants.

Aux environs de 14 H 40, les participants ont commencé l'exercice en trois (3) groupes pour se pencher sur :

1. Le type de difficultés qu'éventuellement ils pensent rencontrer dans la mise en œuvre du programme de suivi et évaluation.
2. Les solutions qu'ils jugent pertinentes pour surmonter les difficultés identifiées.

A cet effet, il a été constitué une commission qui se chargera de l'élaboration des conclusions et recommandations aussi bien que procéder à la présentation. Il s'agit de Mme Elisa, Josefina et Eugenia.

Le résultat de cet exercice a aussi mérité des débats chauds en plénière et pour compléter, les participants ont introduit de temps en temps d'autres idées pour l'enrichissement de leurs points de vue.

Ils ont pris connaissance du calendrier d'activités qui seront réalisées et les chemins qui seront respectés par les points focaux des secteurs durant la période de 2003-2004.

En premier lieu, les points focaux ont la responsabilité de soumettre leurs rapports à l'organisme coordinateur en octobre 2003, pour à son tour, permettre l'élaboration du rapport national en décembre 2003.

En deuxième lieu, la réunion d'évaluation aura l'occasion d'analyser le rapport national remis préalablement à notre secteur à Lusaka et Addis-Abeba en janvier / février 2004.

En troisième lieu, le rapport national d'Angola transmis à la CEA en mars 2004, va permettre qu'il soit analysé à la réunion sous-régionales qui se déroulera en avril - juin 2004.

En quatrième lieu, le CAGED organisera la réunion régionale en novembre 2004 ou alors en janvier / février 2005.

En cinquième lieu, les rapports à élaborer doivent avoir la périodicité de 6 mois.

En sixième lieu, en cas de non-respect de ces présupposés, l'évaluation de l'impact pourra avoir lieu en 2008.

La facilitatrice a expliqué que l'objectif final est que chaque pays ait déjà son programme de suivi et évaluation intégré en conformité avec la réalité concrète.

Les trois (3) groupes formés ont commencé l'exercice d'élaboration du plan d'action avec des orientations pour effectuer le remplissage d'une fiche requise à cet effet.

Vu le dépassement de l'horaire, la Coordinatrice de l'événement a annoncé la fin des travaux avec la recommandation de continuer avec l'exercice à la maison pour que le lendemain on puisse en débattre.

Evaluation des travaux :

- Bonne communication : excellente organisation, participation et assimilation optimum (1)

- Contenu de la matière a été excellent, bonne participation (1).
- Quoique certains points de l'horaire ne soient pas respectés, tout est bien (1)
- Bonne participation et bonne transmission de la matière (1)
- Excellente méthodologie (3)
- Succès de l'atelier, bonne conduite (1)

Insuffisances

- Aucune (1)
- Traduction et non-accomplissement des responsabilités de la coordination (1)
- Non-respect des règles définies sur l'horaire, absences constantes des participants, la coordinatrice n'a pas pris de mesures (4)
- Interruptions constantes des membres du MINPAM (1)

Améliorations

- Rien à suggérer (1)
- Nécessité du respect de l'horaire (1)
- Amélioration dans la transmission et la traduction (2)
- Bonne transmission des deux formatrices ainsi que des traducteurs (1)
- Nécessité d'améliorer la ponctualité (1)

Les rapporteurs :

- **Paul Fernando**
- **Maria Karadje**

Annexe 7 : Résultats des exercices des r=travaux de groupe

EXERCICE 1 relatifs au module 1 : Harmonisation de la compréhension des concepts liés au genre

Termes de référence

1. Quelle est votre compréhension des termes :
 - Sexe, genre, femme, homme
 - Différence entre sexe et genre.
2. Qu'est-ce que l'approche genre et développement ?

Réponses à la question 1

Groupe Banane

- Sexe = condition biologique qui détermine s'il s'agit d'homme ou de femme
- Genre : consiste dans la relation sociale entre les hommes et les femmes
- Femme signifie l'individu de sexe féminin
- Homme signifie l'individu de sexe masculin

Groupe Orange

Sexe : inclut l'aspect qui détermine la différence biologique entre l'homme et la femme.

Genre : catégorie socioculturelle apprise et assimilée à travers le processus de socialisation, différentielle, en fonction de la catégorie sexuelle (normes et valeurs déterminées par construction, relations sociales établies et qui souffrent de changements.

Femme : catégorie qui s'attribue en fonction du sexe féminin (biologique)

Homme : catégorie qui s'attribue en fonction du sexe masculin (biologique).

Différence entre sexe et genre

Groupe Banane

- Sexe définit si l'individu est homme ou femme
- Genre, ce sont les relations qui s'établissent entre homme et femme sur la base de l'apprentissage Socialisation.

Groupe Orange

Le sexe ne change pas, le genre change

Réponses à la question 2

Groupe Banane

L'approche genre et développement consiste dans l'intégration des hommes et des femmes dans le processus de développement de façon équitable dans le partage du pouvoir, de l'accès et du contrôle des ressources.

Groupe Orange

C'est la politique d'approche qui donne priorité à l'intégration des sexes dans le processus de développement.

EXERCICE 2 relatif au module 2 : connaissance de l'outil et du processus de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du PAA

Termes de référence de l'exercice

3. Présenter de façon résumée l'instrument de suivi et d'évaluation au niveau national.
4. Faire quelques critiques/observations

Réponses aux questions

Groupe Banane

1. **L'instrument de suivi et d'évaluation** au niveau national peut se résumer en un "guide instructif" qui dote les secteurs impliqués dans la mise en œuvre du Programme d'Action Africain et des Plates-formes de Dakar et Beijing, d'éléments nécessaires pour un suivi correct par conséquent une correcte évaluation qui le mène à des bons résultats. :

- Il fournit la recette aux états membres, responsables des gouvernements et leurs partenaires d'adopter une politique nationale du genre, cohérente et juste en y intégrant la perspective de genre dans tous leurs programmes, projets et plans menant à l'élimination des inégalités de genre.
- Il constitue ainsi un facilitateur parfait d'auto-formation pour tous ceux qui ont recours à lui pour programme, suivre et évaluer leur plan, non seulement relatif au P.A.A. et les plates-formes respectives, mais de tout autre au cours de leurs activités.

1^{ère} section : Présente une introduction où sont abordés, de façon générale, les aspects qui ont été dissertés dans les points suivants ; nous fournit les instruments, les concepts et le mode d'emploi.

2^{ème} section : nous fournit les indicateurs pour le suivi et évaluation de la mise en œuvre du P.A.A.

3^{ème} section : Nous montre les mécanismes de suivi et confie des fiches qui permettent de suivre les progrès atteints ainsi que les directives pour l'élaboration des rapports nationaux.

4^{ème} section : a trait aux directives d'évaluation et contient des questionnaires et directives pour l'élaboration des rapports nationaux d'évaluation.

5^{ème} section : contient le calendrier proposé pour le programme de suivi et d'évaluation.

2. Observations

- Pour l'importance du document et sa multi-utilité, il devra être recommandé que le secteur de coordination (Ministère de la Famille et Promotion de la Femme) de la stratégie se charge de le traduire pour permettre une plus-value, non seulement pour le technicien ici à l'atelier, mais pour toute l'institution.
- Que les participants s'engagent à transmettre ces connaissances aux autres collègues et responsables des institutions pour que nous obtenions les résultats quantitativement et qualitativement positifs qui contribueront au développement durable et harmonieux de notre pays.
- Que les Etats-membres augmentent la disponibilité des ressources financières pour la mise en œuvre réussie des stratégies nationales.

Groupe Orange

I. Relevé de la situation qui détermine les objectifs à atteindre.

- II. Indicateurs pour le suivi du chemin parcouru pour la concrétisation des objectifs : Cadres de la politique nationale du genre, mécanismes institutionnels, mécanisme de renforcement des capacités, mécanisme d'évaluation.

III. Mécanismes de suivi pour le contrôle

Plan de travail avec des fiches qui permettent le suivi permanent du progrès (réalisé) atteint aussi bien que les directives pour l'élaboration de rapports nationaux,
des fiches de suivi et d'analyse d'informations collectées pour évaluer la mise en œuvre du cadre de la politique nationale de genre aux niveaux sectoriels, évaluation de la mise en œuvre du cadre de la politique nationale du genre avec le principal but d'intégration dans la préparation du genre, de tous les secteurs d'Etat,
fiche de suivi et d'évaluation des mécanismes institutionnels chargés de mettre en œuvre le cadre de la politique nationale de genre.
Fiches pour les mécanismes de suivi chargés de renforcer les capacités de la mise en œuvre du cadre de la politique nationale du genre.

IV. Directives de l'évaluation

Formulaire de l'évaluation. Directives pour la présentation du Rapport National d'Evaluation.

V. Calendrier du Programme de Suivi et d'Evaluation.

La 2ème question n'a pas été traitée.

EXERCICE 3 relatif au module 3

Termes de référence de l'exercice

3. Quelles difficultés pensez-vous rencontrer dans la mise en œuvre du Programme de suivi et d'évaluation ?
4. Quelles solutions pensez-vous adopter ?

Réponses du Groupe Banane

3. Traduction tardive

- Engagement des impliqués (titulaires à plusieurs niveaux)
- Ressources financières
- Des données statistiques qui existent, il y a peu de capacité de traitement et d'analyse
- Communication déficiente / "débile" entre les provinces.

4. Extension des mécanismes de coordination / "capacitation " à plusieurs niveaux.

- Lobbies auprès du 1er Ministre, des parlementaires et des donateurs pour la disponibilité des valeurs monétaires prévues dans le budget de la stratégie nationale.
- Former les ministères stratégiques pour produire des statistiques de genre
- Plaidoyer auprès des parlementaires et des titulaires pour une meilleure sensibilité et d'engagement en faveur du programme.

Réponses du Groupe Orange

5. Contraintes dans la collecte de données et la constitution d'équipes de travail

- Finances
- Communication
- Facteurs socioculturels, analphabétisme
- Coordination de travail entre organisme coordinateur (MINFAMN) et les pouvoirs sociaux (points focaux, ONG)
- Coordination et concertation entre organismes du gouvernement qui traitent des questions de genre

6. Amélioration des mécanismes de collecte de données

- Renforcer la plaidoirie auprès des organismes compétents du gouvernement
- Spots publicitaires en plusieurs langues nationales
- Conférences, séminaires pour la formation des formateurs.

Annexe 8 : PROJETS DE PLANS D' ACTION INDIVIDUELS

Composition des groupes

Groupe 1

Medina	Ministère de la Famille et Promotion de la Femme
Soledad	" "
Marie Isabel Gaspar	" "
Genevia	" "

Groupe 2

Solange	Réseau des Femmes
Anna Paula	Ministère du Plan
Maria Eugenie	" Fiances
Madelina	MINADER
Seraphina	COMA Organisation de la Femme Angolaise

Groupe 3

Emilia	Rede Mujer -Réseau des Femmes
Judith	MED Ministère Education
Elisa	Ministère Santé
Florida RAUL	Ministère Jeunesse et Sport
Karaje	" Technologie
Pedro Costa	Institut National de l'Enfance
Laura	Ministère Education

PM deux hommes parmi le séminaristes

INSERRER ICI 04 PAGES MANUSCRITES , en portugais

PLAN D'ACTION INDIVIDUEL SELON CANEVAS COMMUNIQUE

Domaine d'intervention	Résultat attendu	Activités	Calendrier 2003-2004	Indicateurs de réussite	Moyen de réussite	Ré s
-----------------------------------	-------------------------	------------------	---------------------------------	------------------------------------	------------------------------	-----------------

Annexe 9 :

ATELIER DE FORMATION DES RESPONSABLES NATIONAUX SECTORIELS Et D'ONG AU SUIVI ET EVALUATION DU PLAN D'ACTION AFRICAIN ET DE LA PLATE- FORME D'ACTION DE BEIJING 2000- 2004

Moroni, Comores du 2 au 6 Juin 2003

QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DE L'ATELIER

Remplir le questionnaire. Mettre une croix dans la case qui convient dans la Section A et donner votre opinion dans la case de la Section B qui convient. Ne pas écrire votre nom sauf si vous le voulez. Votre avis est très important pour nous dans la mesure où il nous aidera à nous améliorer en tant que facilitateurs. Merci

SECTION A

Notation :

4= excellent; 3=très bon; 2=passable; 1 peu satisfaisant

Variable	4	3	2	1
1. Le contenu de l'atelier				
2. L'ordre de présentation des thèmes				
3. Efficacité des facilitateurs				
4. Organisation de l'atelier				
5. Objectifs de l'atelier				
6. Connaissance du thème par le facilitateur				
7. Explications données par le facilitateur				
8. Questions posées par le facilitateur				
9. Communications au niveau des participants				
10. Utilisation d'exemples et d'illustrations				
11. Encouragement à la participation				
12. Réfutation des idées des participants par les facilitateurs				
13. Réponses fournies par les facilitateurs aux questions des participants				
14. Qualité des brochures				
15. Efforts faits par les facilitateurs pour que les participants assimilent les connaissances				
16. Contributions des exercices				
17. Importance des exercices de stimulation				
18. Évaluation globale de l'atelier				

SECTION B

Qu'est-ce qui a été particulièrement utile au cours de l'atelier?

.....
.....

22. Qu'est-ce qui n'a pas été bien utile?

.....
.....

23. Quelles sont les mesures d'ordre pratique que vous prendrez à l'issue de l'atelier?

.....
.....